

Notre moment de vérité !

L'UNIREtraités combat depuis de nombreuses années l'âgisme, cette discrimination fondée sur l'âge ... Mais nous connaissons depuis ces derniers mois **un discours sans précédent stigmatisant** une population riche jouissant de ses revenus qui ne produit rien et contribue au déficit de la sécurité sociale.

C'est **une communication bien rodée** pour qu'il soit NORMAL aux yeux de tous que cette population de privilégiés paie enfin son dû ! Notre demande d'avoir une vraie place dans la société, c'est aujourd'hui d'être reconnu comme **premiers contributeurs au redressement des comptes publics** et les leviers du déficit budgétaire.

C'est avec une grande attention que nous avons suivi l'allocation du Premier ministre et nous répondons : **STOP, les retraité(e)s disent stop, trop c'est trop....**

Nous nous opposons à :

- L'« année blanche » et de non-indexation des pensions (1,1 % envisagé au 01/01/2026)
- La non-indexation du barème des impôts
- La remise en cause de l'abattement des 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu par un remplacement d'un forfait de 2 000 € au lieu du plafond de 4 321€, ce qui entrainera une nouvelle disparité entre les retraités(e)s.
- L'incertitude de revalorisation de nos retraites complémentaires.
- Le doublement du plafond des franchises médicales qui passeraient de 50 à 100 € quand on doit financer la totalité d'une assurance complémentaire santé qui augmente chaque année
- Les 5 milliards d'€ d'économies sur la santé qui vont toucher les plus pauvres et les plus âgé(e)s
- La remise en cause de la prise en charge à 100 % des Affections de Longue durée quand on « oublie » la prévention des personnes âgées de plus de 75 ans qui éviterait la prise en charge de coûts supplémentaires de cancers par la sécurité sociale
- La possibilité d'une remise en cause des crédits d'impôts qui permettent aux personnes âgées de financer une partie de leur reste à charge quand elles sont en perte d'autonomie.

Nous exigerons aussi que les moyens soient donnés pour permettre un bon fonctionnement des services publics sur l'ensemble du territoire.

Les retraités et la Sécurité Sociale, qui fête ses 80 ans en 2025, ne sont pas les seules variables d'ajustement de la dépense publique. D'autres pistes sont à exploiter, à commencer par les contributeurs potentiels « exemptés » qui sont eux les principaux « privilégiés ».

C'est pourquoi nous réfléchissons avec les autres organisations syndicales et l'ensemble des retraité(e)s à une mobilisation massive courant du mois d'octobre.